

Un article de Reuters du 16 mai 2012

Un juge va diriger la Grèce jusqu'aux élections du 17 juin. (17.05)

La Grèce a chargé mercredi le président du Conseil d'Etat de mener un gouvernement provisoire jusqu'aux nouvelles élections législatives prévues le 17 juin, après l'échec des tractations en vue de former un gouvernement de coalition.

Après avoir rencontré le président Karolos Papoulias, les dirigeants de plusieurs partis représentés au parlement ont nommé comme chef provisoire du gouvernement Panagiotis Pikrammenos, qui préside le Conseil d'Etat grec.

Les législatives du 6 mai n'ont pas permis de faire émerger une majorité stable et le chef de l'Etat, dont les pouvoirs sont limités, a été contraint d'en appeler à de nouvelles élections.

Le principal parti de droite, Nouvelle Démocratie (ND), avait obtenu 108 des 300 sièges à pourvoir à la Vouli, le Parlement grec, devant la Coalition de la gauche radicale (Syriza), 52 élus, et le Pasok (socialiste), 41 députés.

Selon un sondage, la gauche radicale consoliderait sa percée et pourrait même devenir le plus important groupe parlementaire à la faveur des élections de juin. L'enquête de l'institut VPRC entre le 10 et le 14 mai montre que Syriza passerait de près de 17% lors des élections du 6 mai à plus de 20% des suffrages.

Cette nouvelle poussée se traduit par un net repli de ND, chutant de 19% à 14% des intentions de vote, et du Pasok qui passerait de 13% à moins de 11%.

Les deux partis ont exprimé leur soutien au plan de sauvetage européen de la Grèce en échange d'une nouvelle série de mesures de rigueur. En revanche, Syriza a affiché son opposition aux demandes d'austérité formulées par l'Union européenne et le Fonds monétaire international.

Le parti dit être en mesure de faire annuler le plan de sauvetage tout en maintenant le pays dans la zone euro, mais plusieurs dirigeants européens ont prévenu qu'une transgression des accords conclus avec la Grèce la conduirait à la faillite et à un retrait de la zone euro.

"Il est important que le peuple grec prenne maintenant une décision en étant pleinement informé des conséquences de celle-ci", a déclaré mercredi le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso.

L'Allemagne a de son côté affirmé qu'elle souhaitait que la Grèce se stabilise et demeure au sein de la zone euro. *"C'est le but de notre politique depuis le début"*, a dit Steffen Seibert, porte-parole de la chancelière Angela Merkel.

Au Royaume-Uni, le Premier ministre, David Cameron, a estimé que la zone euro devait agir vite pour éviter une éventuelle dissolution. *"Elle doit prendre des mesures pour sécuriser les membres les plus faibles"*, a-t-il déclaré au Parlement britannique. *"Soit elle se réconcilie, soit elle va vers une possible désagrégation. C'est le choix qu'elle doit faire et c'est un choix qui ne peut être différé longtemps."*

Depuis le début de la semaine, les Grecs ont procédé à des retraits massifs face à l'hypothèse de plus en plus ouvertement évoquée d'un retrait de la zone euro et de la dévaluation rapide d'une nouvelle drachme.

D'après la transcription de discussions que le président Karolos Papoulias a eues mardi avec les chefs de file des partis politiques grecs, 700 millions d'euros ont été retirés aux guichets pour la seule journée précédente, lundi.

"M. (George) Provopoulos (gouverneur de la banque centrale grecque-NDLR) m'a dit qu'il ne s'agissait pas de panique, mais d'une grande peur qui pourrait évoluer en panique", a dit le président grec à ses interlocuteurs.

Les retraits se sont poursuivis au même rythme mardi, et ont dans l'ensemble confirmé les estimations données par le président, selon des sources provenant de deux banques grecques.

Un cadre du secteur bancaire a cependant précisé qu'il n'y a pas eu de signes d'une panique équivalente à celle qui avait éclaté en avril 2010. Huit milliards d'euros avaient été retirés, juste avant le premier plan de sauvetage de la Grèce.

Selon des chiffres de la banque centrale, les dépôts des entreprises et des ménages grecs atteignaient 165 milliards d'euros fin mars.

Depuis janvier 2010, un tiers des dépôts bancaires, soit 72 milliards d'euros, ont été retirés, ce que les analystes expliquent par une fuite des capitaux et par le fait que les Grecs confrontés à la crise ont dû entamer leurs économies.